

28 octobre 2016

Les peurs démocratiques de la direction de Québec solidaire **Cachez ce plan vert de plein emploi écologique que le PQ ne saurait voir**

La direction Solidaire aurait peur de ne pas avoir la réponse parfaite, par exemple pour populariser la nouvelle cible radicale, mais conforme à la science, de baisser des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990 les émanations de GES, de faire connaître publiquement l'opposition du parti tant au marché qu'à la taxe carbone¹, de dire non au REM de la Caisse de dépôt et de placement. Elle a peur d'être perçue comme sectaire en allant faire paître le PQ et son factice mouvement populaire, les Organisations unies pour l'indépendance (OUI) sous son contrôle en connivence avec Option nationale et le Bloc québécois. Mais de quoi cette direction a-t-elle finalement peur ? Ne serait-ce pas du peuple québécois, de son radicalisme en attente tel que révélé par le Printemps érable, de la démocratie ?

Enlevant à la Commission politique, et à ses comités thématiques afférents, la pleine participation à la mise en œuvre de cette tâche conformément aux statuts, sous prétexte d'absence de budget de recherche qu'elle ne lui accorde pas, la direction du parti a mis sur pied pour ce faire un comité ad hoc sous son contrôle. Elle attendra la fin de ses travaux, au plus tôt dans un an, pour agir publiquement, le cas échéant. Il ne semble pas que la direction permettra un aggiornamento au sein du parti et encore moins auprès de son électorat mais qu'elle procédera en vase clos se basant sur une recherche d'expert. Idem, à une moindre échelle, pour l'élaboration d'une position sur le REM qui a déjà trop tardé.

L'esquisse d'un Plan vert baissant des deux tiers les GES d'ici 2030 est claire

Certes, le radicalisme à bon escient du dernier congrès sur la crise climatique, contre la désir de la direction, appelle un plan d'action soit un remise à niveau du Plan vert pour sortir du pétrole. Si une réponse systématique est impossible, une crédible est possible dès maintenant. D'abord de faire connaître que le parti est à revoir son Plan vert. Ensuite rappeler que le Plan vert de 2014, à rendre de nouveau facilement disponible sur le site du parti, contient l'ossature nécessaire même si elle est à bonifier, à compléter et à accélérer. Il faudra, par exemple, réhabiliter selon la fine pointe de la technologie écologique d'ici 2030 ou peu après l'ensemble du stock de bâtiments du Québec. Plus crucialement, car c'est là où le bât blesse, il faudra imposer en 15 ans le transport électrique des livraisons de proximité et être très avancé dans la transition du transport à longue distance par cabotage et par train intermodal. Le transport des personnes devra être assuré majoritairement en 2030 d'abord et avant tout par le transport collectif électrifié, et surtout gratuit, et un complément d'auto-partage communautaire plus important dans les villages.

Et, bon dieu, il faut arrêter de flipper à propos du financement. Le Plan vert 2014 prévoit cinq milliards annuellement, ce qui permet amplement d'amorcer la pompe². Le plan de Martine Ouellet proposait un milliard annuel supplémentaire pour atteindre une baisse des émanations de GES de 40% en 2030³. On peut être sceptique mais ça ramène sur terre⁴. Une réforme fiscale en profondeur dont le blocage des paradis fiscaux y suffira. La Coalition mains rouges a démontré que le seul Québec fédéral pouvait aller chercher dix milliards \$ de plus l'an en revenus fiscaux

1 Pour un argumentaire justifiant le rejet du marché et de la taxe carbone d'un point de vue écologique de gauche, voir les annexes 3 et 4 de mon essai « [Électrification à bon marché des transports pour Québec Inc.](#) » sur mon site. Le présent article ne reviendra pas sur le sujet.

2 Québec solidaire, [Plan vert](#), 2014

3 Martine Ouellet, [Plan de développement économique intelligent Québec 2030](#), mai 2016

4 Institut de la statistique du Québec, [Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, Édition 2015 \(révisée\)](#). En 2014, la formation brute de capital au Québec a été de 75 milliards \$. Ça donne une idée de la somme d'argent que la société peut influencer sous contrainte de se reproduire... à condition de contrôler banques et grandes entreprises directement ou indirectement.

supplémentaires⁵. Le cadre financier Solidaire 2014 prévoyait des revenus fiscaux supplémentaires de treize milliards \$ l'an⁶. Rappelons-nous que financement ne signifie pas nécessairement dépense budgétaire mais investissement récupérable. On finance les mégawatts de la réhabilitation des énergétiques des bâtiments et des flottes de camions électrifiés de la même manière que les mégawatts d'Hydro-Québec. Sauf que l'utilisateur payeur débourse moins pour rembourser sa dette que ses frais énergétiques initiaux.

Last but not least, Québec solidaire est un parti de gauche qui saura presser le citron capitaliste. Il ne saurait être question de subventionner des entreprises qui abaisseront leurs coûts suite à davantage d'efficacité énergétique à laquelle elles seront tenues. Toutefois, la Banque d'État préconisée par les Solidaires sera prête à financer les PME délaissées par les banques de même que les petits et moyens propriétaires devant rénover leurs logements. Bien sûr, il y aura un soutien fiscal pour les petits propriétaires et locataires en difficulté financière. À terme, l'ensemble des institutions financières et para-financières sera mobilisé pour financer à bon compte le Plan vert. D'où la nécessité de l'indépendance pour détenir les pouvoirs constitutionnels pour ce faire. (L'indépendance aussi pour que le Québec ait les pouvoirs requis afin de ne pas devenir une passoire pétrolière et gazière.)

Ces multiples grands chantiers écologiques seront la voie royale vers le plein emploi que l'on pourra à juste titre qualifier d'écologique. Le Plan vert Solidaire annonçait 160 000 emplois, celui de Martine Ouellet, 350 000. Notre Plan vert inclut un réinvestissement massif anti-austérité dans les services publics car ces emplois sont aussi écologiques en plus d'être féministes parce que les femmes en sont les principales bénéficiaires tant comme travailleuses rémunérées que comme travailleuses (ou esclaves) domestiques. Ces emplois requièrent en effet une masse d'énergie humaine mais très peu d'énergie fossile tout comme ils enrichissent les relations personnelles aux dépens du consumérisme. Même la hausse du salaire minimum à 15\$ est écologique car une travailleuse pauvre est forcée à acheter de la pacotille vite à renouveler, de la nourriture agro-industrielle et souvent un vieux char énergivore tout comme à louer un logement mal isolé.

Le Plan vert Solidaire n'attendra pas les Calendes grecques pour légiférer en termes de zonage, de code du bâtiment et autres obligations afin d'amorcer le processus d'une ville sans auto solo et sans bungalow, d'une agriculture biologique pénétrant le tissu urbain et d'une campagne liée à la ville par un maximum de circuits courts impliquant obligatoirement les entreprises de distribution alimentaire. Les ménages québécois, une fois bien au fait par l'intermédiaire d'une adéquate campagne d'information, seront heureux de cet immense soulagement budgétaire consistant à se débarrasser de leurs automobiles en faveur d'un transport public gratuit du XXI^è siècle, de renoncer à la maison unifamiliale et même en rangée en faveur d'un logement collectif de qualité adossé à des services de proximité, à un réseau bicyclette-piéton et au transport public, y compris l'autopartage, et avec accès à l'agriculture urbaine au sol ou sur les toits.

L'alternative au REM au bénéfice de Québec Inc. est évidente

Le REM nous apprend que tout transport collectif n'est pas écologique pour autant. L'UPA nous prévient fort à propos qu'« *[a]u-delà des quelque 30 hectares sacrifiés, cette station terminale [du REM] en zone agricole entraîne un risque élevé d'étalement urbain, ce qui va à l'encontre du but recherché, c'est-à-dire diminuer la circulation automobile et les problèmes qui en découlent. Les terres qui sont autour seront acquises par des spéculateurs qui les laisseront en friche.* »⁷ La Coalition Transparence amenée par le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le Sierra Club – Québec et appuyée par plusieurs groupes écologiques locaux fournit « *15 raisons pour lesquelles le projet de Réseau électrique métropolitain (REM) doit être rejeté* »⁸ :

5 Coalition Mains rouges, [Dix milliards de solutions](#), février 2015

6 Québec solidaire, [Cadre financier 2014](#)

7 Union de producteurs agricoles, [L'UPA contre l'implantation d'une station terminale à l'intersection Sud des autoroutes 10 et 30](#), 26/09/16

8 Transparence, [15 raisons pour lesquelles le projet de Réseau électrique métropolitain \(REM\) doit être rejeté](#), sans date

- Plusieurs ministères ont considéré que l'étude d'impact est « irrecevable », car des informations importantes sont manquantes, notamment en ce qui concerne la justification du projet, l'étalement urbain, les risques pour la santé et les émissions de gaz à effet de serre.
- Un réseau de SkyTrain automatisé, sans chauffeur, doit être complètement isolé des piétons. Chaque station, en hauteur ou en tunnel, est très coûteuse. Pour 5,5\$ milliards, le projet n'ajoute que 12 stations. Avec le même budget, il est possible d'implanter 6 grandes lignes de tramway, avec environ 120 stations et plusieurs connexions avec le métro.[Je souligne]
- Selon les données officielles, le projet annonce une baisse des émissions de GES de 16 800 tonnes. Cette baisse est insignifiante, à un cinquième d'un millièmme des émissions du Québec. [...] En réalité, en tenant compte des effets sur l'étalement urbain, il est probable que le projet ferait augmenter les émissions, car pour chaque utilisation du REM, il y aura plusieurs trajets additionnels en automobile.
- CDPQ Infra avance que ce sera la nouvelle Autorité régionale sur le transport métropolitain (ARTM) qui décidera de la tarification. Est-ce que cela impliquera une hausse de tarifs pour tous les usagers, même ceux qui ne bénéficieront pas d'une amélioration de service?
- Le projet de REM est le plus grand projet en PPP de l'histoire du Québec. On privatise la planification, le financement, l'opération, l'entretien et la détention d'une infrastructure stratégique de transport en commun. Les choix seront dorénavant motivés par le profit, plutôt que le réel besoin.
- Pour reconstruire la ligne Deux-Montagnes, il faut investir environ 1,2\$ milliards. Dans un contexte de grands besoins en transport collectif, comment justifier d'investir une telle somme dans la seule ligne de train qui est déjà performante et électrifiée ?
- Le rapport de la Commission Charbonneau est clair: l'expertise interne est un rempart efficace contre la collusion et la corruption. Pourtant, la conception et la supervision de ce projet confié au privé.
- C'est la proximité des stations qui crée l'habitude du transport collectif. Mais le REM comporte peu de stations, et ses stations sont souvent situées dans des quartiers de faible densité. Très peu de piétons auront donc accès aux rares stations. [...] Le REM circule dans des quartiers denses, mais ne s'y arrête pas. Les seules stations urbaines sont indiquées comme « potentielles », donc non incluses dans les budgets.
- Les impacts sur l'environnement, la destruction d'habitats naturels et la biodiversité sont inquiétants. [...] Les terres de Brossard, Longueuil et Boucherville constituent le dernier espoir de la rainette faux-grillon de l'ouest, cette grenouille minuscule devenue célèbre, tout comme les terres de Pierrefonds-Ouest...
- Le REM s'approprie le tunnel du Mont Royal, en exclusivité. À cause de l'automatisation du REM (sans chauffeur), les voies ne pourront plus être partagées avec les autres organisations de transport collectif. Les usagers du train de l'Est seront victimes de cette situation et devront transférer au REM pour pouvoir aller au centre-ville. De plus, cela empêchera la création d'un lien efficace de train interurbain entre Montréal et Québec.
- Le projet va bénéficier d'au moins 2,5 milliards en fonds publics en plus de soutirer aux municipalités les taxes municipales et scolaires liées aux infrastructures autour des nouvelles stations. Il va aussi bénéficier de l'appropriation de plusieurs autres actifs publics, dont la ligne Deux-Montagnes et le tunnel du Mont-Royal. La CDPQ va donc recevoir des actifs importants, qu'elle pourrait ensuite revendre pour augmenter le rendement de ses placements.

Que faut-il d'autre pour rejeter ce projet qui sert avant tout les intérêts de « l'industrie de la corruption » et de Bombardier et qui « oublie » l'est plus francophone de Montréal et le restant du Québec ? Une alternative plus développée que celle évoquée par Trainsparence ? On peut s'inspirer du « Grand virage » proposé par Luc Gagnon, président d'Option transport durable :

- Pour un budget semblable au REM, le Grand Virage inclut les lignes suivantes de tramway : 1. Anjou/Pie-IX/CHUM ; 2. Laval (Saint-Mart in)/Pie IX/métro Pie-IX ; 3. Métro Lionel-Groulx/Lachine/aéroport ; 4. Centre-ville/pont Champlain/Dix30 ; 5. Centre-ville/pont Champlain/Taschereau/métro Longueuil ; 6. Centre-ville/Côte-des-Neiges ; 7. Le Carrefour/métro Montmorency/Bois-Francis.
- Le Grand Virage inclut aussi 3 stations de métro : Pie-IX, Poirier et Bois-Francis. Cette dernière station est importante pour augmenter l'achalandage de la ligne Deux-Montagnes, car une grande proportion des usagers pourra alors prendre le métro à Bois-Francis.⁹

De commenter les auteurs du plan :

⁹ Coalition climat Montréal, [Place au grand virage](#), 30/06/16

Nous ne prétendons pas que ce Grand Virage est LA solution. Il s'agit plutôt d'un exemple pour démontrer le potentiel du « bon mode au bon endroit ». Pour le gouvernement du Québec, le premier pas est simple : mettre en place un processus de planification transparent et participatif, permettant d'évaluer les mérites des différents projets. L'efficacité des projets doit être évaluée en matière de coûts, achalandages et effets sur l'ensemble du réseau. Avec une telle approche, il est possible de générer de grands bénéfices économiques, sociaux et environnementaux.¹⁰

Non au dialogue avec le PQ et consorts, oui au front pour le plein emploi écologique

Au lieu de consacrer l'essentiel de son temps à mettre en marche son Plan vert pour sortir du pétrole et pour le plein emploi écologique, le prochain conseil national va encore une fois, comme le dernier congrès et comme aussi il est prévu pour le prochain, perdre son temps à se demander s'il veut continuer le dialogue avec ce nationaliste parti néolibéral-identitaire qu'est le PQ au nom d'une alliance souverainiste à laquelle le PQ a stratégiquement renoncé. Paraît-il que la direction est aussi convaincue que la militance à le rompre mais que pour des raisons de ne pas apparaître sectaire vis-à-vis l'opinion publique, elle hésite à y mettre fin. Le PQ du rusé Lisée, prêt à toutes les contorsions, sait fort bien que les orientations des deux partis sont aux antipodes tant sur les plans social que national à la fiction souverainiste prêt. Il n'est intéressé qu'à profiter du populisme souverainiste aveugle aux intérêts de classe pour peindre Québec solidaire dans un coin afin que la masse souverainiste rejette le parti pour cause de sectarisme.

Connaissant l'allergie de la militance Solidaire à son parti exprimée sans détour deux fois plutôt qu'une en congrès, le PQ liséen, avec ses alliés d'Option nationale et du Bloc québécois, tous deux impuissants faire-valoir d'un indépendantisme que le PQ récuse maintenant clairement, met de l'avant le piège du OUI. On y déploiera palabres édifiants sur le souverainisme tant sur son contenu que sur sa stratégie. On suggérera à Québec solidaire de faire cause commune pour faire pression sur la direction péquiste laquelle s'empressera de déclamer d'indépendantistes discours du dimanche la main sur le cœur tout comme elle s'efforcera de mettre sous le manteau son identitarisme qui désormais lui colle à la peau. Puis viendra le moment fatidique de l'élection générale où on mettra Québec solidaire au pied du mur de l'union sacrée souverainiste. L'élection partielle dans Verdun sert de banc d'essai à cette machiavélique tactique liséenne.

N'importe quel fin stratège se rend compte que plutôt on rompt le charme avant la générale mieux c'est d'autant plus que le tournant identitaire anti-indépendance de la nouvelle direction en fournit non seulement le prétexte mais une solide justification. Pour éviter l'isolement, reste à proposer une nouvelle alliance populaire qui ne peut que s'adresser aux mouvements sociaux en autant qu'elle ne soit pas que de pure forme pour ne pas qu'on l'accuse, avec raison, de bidon. Il lui faut donc un contenu et une organisation. Le contenu est tout trouvé : le Plan vert pour sortir du pétrole et pour le plein emploi écologique. L'organisation en découle : un front contre les hydrocarbures et contre l'austérité et pour le plein emploi écologique dont la Coalition mains rouges peut être la base. Trop radical le contenu ? Trop osée l'organisation ? La double victoire de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste britannique démontre le contraire. Elle est

le signe qu'une part large de la population s'oppose à l'austérité, au néolibéralisme et au racisme, et que des idées socialistes peuvent être populaires, les suites de ce changement d'équilibre au sein du Labour dépendront principalement de deux choses. Premièrement, la division entre base et parlementaires risque de s'accroître, chacun tentant d'imposer son orientation, la fraction blairiste n'ayant pas encore dit son dernier mot. Deuxièmement et surtout, Corbyn insiste régulièrement sur sa volonté d'appuyer sa politique non seulement sur des militant-e-s mais aussi sur des mouvements sociaux et des collectifs en lutte dans les différentes communautés et sur les lieux de travail. C'est le plus grand défi.¹¹

Marc Bonhomme, 29 octobre 2016,

¹⁰ Luc Gagnon et Jean-François Boisvert, [Place au Grand Virage](#), Le Devoir, 25/06/16

¹¹ Pierre Raboud, [Grande-Bretagne : Sur les conditions de la victoire de Corbyn dans le Labour Party](#), Solidarités-Suisse par ESSF, 6/10/16

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca